

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 3 AVRIL 2019 – 9h30

Compte-rendu

Etaient présents :

Mesdames

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Frédérique DUPERRET
- Caroline TRONQUOY

Messieurs

- Martin BIDO
- Sylvain CLOCHARD
- Stéphane LIBS
- Pascal ROBIN
- Jean-Marie VIRGINIE

Etaient excusés :

- Yves MEJEAN
- Jérémy BRETA, pouvoir à Christine Beauchemin-Flot
- Paul-Marie CLARET pouvoir à Paul-Marie Claret
- Boris THOMAS, pouvoir à Frédérique Duperret
- Olivia REGGIANI, pouvoir à Frédérique Duperret

Y assistait :

Béatrice BOURSIER
Christelle DEGUT
Agathe AUGER

12 administrateurs sur 13 présents ou représentés.

1. Validation du compte-rendu du dernier CA

La validation est reportée au prochain CA.

2. Formations pratiques digitales // Tour de France du CNC.

Le SCARE opère pour le CNC un Tour de France de formations digitales, Réseaux Sociaux et Utilisation sites internet. Les salles de 7 régions bénéficieront de journées de formations gratuites offertes par le CNC en 2019 et 6 régions en 2020. Dans chaque région, un dîner, offert par le CNC, est organisé et une journée de formation le lendemain (Réseaux sociaux 6 heures, Sites internet 2h). Le déjeuner est pris en charge par le CNC. Les agences Silenzio Interactive et Lucky Time interviennent sur le module *Réseaux Sociaux*. L'agence Business Unit (conseillée par Lucky Time) est en charge du module *Sites Internet*.

L'agence Silenzio avait déjà mis au point la formation avec le SCARE, dispensée depuis 2 ans.

Le SCARE a également fait appel à l'agence Lucky Time pour doubler les formations et suite à la demande du CNC de consulter plusieurs agences.

Le SCARE s'est montré très disponible avec Lucky Time pour élaborer la formation avec eux, en donnant notamment un sommaire très détaillé de ce qui était attendu et en organisant plusieurs rendez-vous physiques et téléphoniques.

L'intervention est appréciée mais ne rencontre pas le même enthousiasme que celle de Silenzio Interactive.

De même, le SCARE a contribué à l'élaboration de la formation Sites internet pour que l'agence Business Unit, puisse proposer des interventions les plus adaptées possibles à l'environnement des salles de cinéma.

Loïc Turpin, chargé de mission engagé par le CNC pour coordonner le projet, est le principal interlocuteur et se charge de la réservation des lieux et du dîner.

Deux formations ont eu lieu à Bordeaux les 28 et 29 mars pour la région Nouvelle Aquitaine, à Lyon les 1^{er} et 2 avril pour la région Auvergne Rhône-Alpes.

Formation Nouvelle Aquitaine à Bordeaux :

Le SCARE a reçu de très bons retours de la part des stagiaires et du CNC.

Il y a eu une lourde organisation en amont et de grandes attentes de la part du CNC. Les associations régionales VO et CINA ont relayé l'information ce qui a permis d'avoir un total de 45 inscrits et donc un doublement des formations sur 2 groupes de 25.

Le président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine accueillait le dîner. Christine Beauchemin-Flot, co-présidente du Scare, Pascal Robin, administrateur du Scare, et vice-président de CINA, François Aymé, Président de l'AFCAE, Raphael Maestro, Président de CINA, Jean-Pierre Villa, Président de VEO, étaient présents au dîner du 28 mars.

La présidente du CNC a suivi la matinée de formation, ainsi que Vincent Florant, directeur des industries techniques, François Pams, et en partie Xavier Lardoux.

Formation Auvergne Rhône-Alpes à Lyon :

Le dîner du 1^{er} avril a eu lieu à la villa Lumière, un lieu très apprécié. Frédérique Bredin et Xavier Lardoux devant se rendre le lendemain aux obsèques d'Agnès Varda il a été proposé un échange avec les exploitants pendant le dîner.

Les interventions ont largement exprimé la surcharge de travail des exploitants, en terme de marketing et de communication mais aussi pour assurer des tâches de plus en plus lourdes et diverses.

Frédérique Bredin est également intervenue.

Les questionnaires d'évaluation rendus par les stagiaires ont été très positifs. Les principales remarques concernent le module site internet, jugé trop court et qui pourrait être scindé par niveaux.

Il sera important dans les futures formations de se concentrer sur les notions de référencement naturel, de programmation (quelles informations mettre et comment), de Google Analytics et de vente à distance, thèmes qui ont largement intéressés.

Il est par ailleurs envisagé de créer des groupes de niveaux dans les deux modules et de proposer le module site internet la veille sur 3h, d'enchaîner sur le dîner et d'avoir le lendemain le module réseaux sociaux. Cela permettrait d'avoir une formation moins dense et de ne pas partir pas trop tard. Certains participants partent avant le cas pratique en fin de journée, pour se rendre pas trop tard chez eux.

Le Service exploitation du CNC était présent sur les deux formations afin de se former également et de créer une Hotline au service des exploitants sur le digital.

En raison de la forte représentation du CNC, il est nécessaire de compter sur la présence d'un administrateur SCARE au minimum à chaque formation, lors du dîner en particulier.

Stéphane Libs sera présent à Toulouse. Olivia Reggiani ou Paul-Marie Claret seront présents à Marseille. Sylvain Clochard peut éventuellement se dégager si cela n'est pas possible pour les autres.

Martin Bidou propose l'idée d'un flyer à Cannes avec les dates et régions à venir. Le but étant de mettre en avant le SCARE, de réaffirmer qu'il est moteur.

Stephane Libs et Christelle Dégut présentent le tour de France à la convention GPCI, le 4 avril.

Les deux autres dates en prévision sont Marseille les 5 et 6/06 et Toulouse les 27 et 28/06.

Ces dernières sont toujours en attente de confirmation car elles dépendent de l'agenda de Frédérique Bredin.

3. Point sur le déroulement des Commissions régionales

Les nouvelles Présidente et la Vice-présidente de la Commission Art et Essai se sont montrées très à l'écoute et leur qualité d'intervention comme d'écoute sont à souligner. Le fait d'avoir intégré de nouveaux membres a modifié de façon importante le travail des commissions ; ainsi certains acquis ont été bousculés. L'analyse des dossiers est plus juste et les avis ne découlent pas automatiquement de certaines réputations qui ne sont plus vérifiées.

Il est constaté que la réforme favorise les 1 et 3 écrans peu engagés dans l'art et essai. Par ailleurs, le classement A&E a plusieurs fois été présenté comme un soutien au maillage territorial, plutôt que comme une prime à un travail de programmation et d'animation cinématographique. Il est craint, au vu des premiers résultats, que l'enveloppe globale du CNC explose et que le travail d'analyse des dossiers soient finalement remis en cause ; l'écèlement probable à venir une fois encore va donc remettre en cause le travail des commissions et annuler les effets choisis, positifs ou négatifs. Enfin a été remarqué une véritable course aux labels alors que le travail réalisé sur ces secteurs est souvent plus que modeste. Le conseil d'administration adopte l'idée de faire une lettre au CNC pour proposer d'exclure de l'écèlement probable les salles plafonnées au maximum de leur plafond et les déplafonnées dont l'indice ne peut pas progresser et les salles bénéficiant du label Films fragiles.

4. Recommandation avant sortie

La recommandation avant sortie, dont le principal intérêt mis en avant par le CNC lors de sa mise en place, résidait dans la facilitation des démarches de médiation en cas de film recommandé, n'a pas fonctionné dans le cas de Green Book, recommandé A&E avant sortie et demandé en médiation par 5 salles Art & Essai de grandes villes.

Les anomalies dans le principe de recommandation sont abordées.

- Le manque de temps pour voir les films,
- La date de clôture du vote très en amont,
- Le rythme vertigineux des sorties,
- Le nombre de votants,
- Des votes potentiellement à l'aveugle,

Une réunion du comité d'experts du collège est prévue pour redéfinir le fonctionnement avec le CNC. Il est rappelé que ce projet est dans l'expérimentation et qu'il est possible de revenir en arrière si des dysfonctionnements sont constatés.

Le CA émet l'idée de mettre en place des binômes pour se répartir les films et en contrepartie de repasser la commission à 100 membres.

Martin Bidou avance que le cas Green Book est devenu un cas de Jurisprudence et que la médiatrice s'en servira. Les salles AetE ne seront pas prioritaires selon Stéphane Libs et Martin Bidou, mais au moins égalitaires face aux circuits.

5. Festival de Cannes

Vote électronique :

Le lancement du vote électronique sur la plate-forme qui a été développée, est prévu en fin de semaine. Les candidats se présentant ou se représentant sont : Martin Bidou, Christine Beauchemin-Flot, Maïla Doukouré, Frédérique Duperret, Julie Laurent et Jean-Marie Virginie.

Déjeuner :

Les cartons d'invitation ont été commandés. Il est demandé de ne pas inscrire « Invitation » sur le carton mais plutôt « Déjeuner du SCARE », une participation étant demandée.

Ils seront distribués aux adhérents dans le hall de la salle Debussy avec Jean-Marie Virginie, Pascal Robin et Stéphane Libs.

Il sera demandé à l'AFCAE si la distribution peut débuter dès le lundi.

Le déjeuner est fixé à 12h45, l'AG à 14h30.

Compte tenu des problèmes rencontrés l'année dernière dans l'organisation de la Plage du Majestic, un point avait été fait avec le service commercial et le SCARE avait obtenu une remise.

Un rappel des points sur lesquels la Plage devra être attentive cette année, a bien été souligné au moment de la commande afin de les éviter.

- La durée du repas n'est que d'1h45 le timing est très important.

- La plage du Majestic a augmenté son tarif de 50€ à 70€ TTC/ personne. Béatrice Boursier négocie pour ramener le tarif à 65€. La participation est de 25€ pour les adhérents et de 45€ pour les distributeurs (sauf participants au groupe du Louxor qui bénéficient d'un tarif de 25€).

Plusieurs partenaires ont donné leur accord pour participer au déjeuner :

- F. Goncalves, GB Assurances (5000€)
- ComScore qui fournira également le bilan Art et Essai de l'année 2018 même s'il ne participe pas financièrement. (montant de 4000€ à confirmer)
- Blue Efficience (2000€)
- Box Office / Webedia (Montant de 2000€ ou plus, à confirmer)
- GlobeCast (Montant de 1000 €)

Matériel :

Des Tote bag en coton bio sont prévus avec l'intitulé « Don't be scared, be scare ».

Il est proposé de mettre dedans les films AetE de l'année, de demander aux distributeurs des cadeaux, leur line-up, des DVD. Jean-Marie Virginie propose de mettre en place un loto pour toutes les salles avec comme prix : le déplacement d'une équipe de film dans la salle gagnante.

Des étudiants de 1^{ère} année de la Fémis vont venir aider pour remplir des totebags le jour J, lors de l'AG.

AG

Jean-Marie Virginie propose un écran d'accueil pour témoigner des activités du SCARE. Le SCARE ne dispose pas d'un large choix de photos sur ses activités. Il est demandé à chacun, pour l'année prochaine, de prendre des photos sur chacun des événements auxquels il participe, pour alimenter la base de données. Un Drive sera créé à cet effet.

Jean-Marie Virginie propose de s'occuper de la présentation powerpoint. Il faudra mettre les noms des salles et un trombinoscope.

Rapport financier :

En l'absence du trésorier, c'est Pascal Robin, secrétaire qui le présentera lors de l'AG. Il sera court.

Le déficit sera équivalent à celui de l'année dernière, avec des recettes supérieures d'environ 7000€ pour la formation Alsace et 8000€ de subvention du CNC mais y a eu d'avantage de dépenses également notamment une augmentation des déplacements, du loyer. Le SCARE a par ailleurs réalisé un placement au Crédit Coopératif sur Ecofi dynamique dont le capital est garanti mais qui a vu le montant des intérêts des années

précédentes baisser.

Le CA conclue qu'il s'agit d'un bon résultat, les frais supplémentaires sont la conséquence d'une activité qui se développe.

Rapport d'activité et moral :

Stéphane Libs et Christine Beauchemin-Flot sont en charge du Rapport moral. Sylvain Clochard et Frédérique Duperret liront le rapport d'activité.

Il est décidé de synthétiser le rapport moral et de le rendre plus politique en spécifiant davantage ce que le SCARE souhaite défendre et sa direction.

Les points suivants sont émis par les membres du CA :

- La réforme Art & Essai et la recommandation des films avant sortie. Le SCARE avait émis des réserves et anticipé de futurs effets pervers qui se sont révélés.
- L'accès aux copies pour les petites salles
- Le renouvellement de l'équipement des salles
- Le travail avec les élus
- L'ADRC
- L'enveloppe Art & essai limitée et l'écrêtement.
- La vigilance sur les dispositifs scolaires
- Les nouvelles implantations dans les petites villes
- Remerciements au CNC pour sa reconnaissance dans la co-organisation du tour de France.

Il est annoncé que l'AFCAE va remettre un prix des salles Art & essai issu d'Un Certain regard et de la Compétition, pour la première fois cette année.

Le collectif des cinémas AetE des grandes villes, va être auditionné par l'AFCAE.

Il est probable qu'il fasse la même demande au SCARE et à la FNCF.

6. Expérience data

Le principe de l'expérience que souhaite mener le SCARE avec l'agence KLOX est rappelé.

Le but du projet est créer une base de données mutualisées où le SCARE serait un tiers de confiance. Klox posera des pixels sur les sites internet des salles volontaires, afin que les campagnes web qu'il opère pour les distributeurs, soient dirigées vers les spectateurs des salles Art & Essai, quand ils visitent d'autres sites internet, avec un volume suffisant de contacts.

Certains administrateurs proposent que le SCARE crée sa propre régie, au lieu de confier sa data à un tiers. La mise en place d'une régie publicitaire nécessite des compétences techniques et des salariés dédiés à la commercialisation de l'espace. C'est un projet trop ambitieux pour la structure, qui pourra être envisagée à plus long terme.

Pour un budget donné par le distributeur, Klox cible un certain nombre de contacts, retargettés deux fois à partir du moment où ils ont visionné plus de 70% de la bande-annonce.

Certains administrateurs ont émis la crainte que trop de publicités soient dirigés sur leurs spectateurs et de ne pas pouvoir choisir les campagnes. Il est indiqué que les internautes sont déjà assaillis de publicité sur le web et il vaut mieux qu'ils soient en contact avec 4 bande-annonce de films dans la semaine parmi tous messages reçus. D'autre part, si l'on compare avec de la publicité presse, le principe est le même : le spectateur peut être soumis à plus de 4 encarts pour des films dans la presse par semaine, et il peut s'agir de films qui ne seront pas forcément à l'affiche de sa salle.

Le modèle économique proposé est le suivant : la salle participante est rémunérée 1€ pour 1000 visiteurs collectés. Si elle réinvesti la somme dans une campagne, elle pourra bénéficier du double de ses revenus.

Klox doit établir des contrats, qui devront comporter une mention en cas de rupture, pour que l'exploitant récupérer sa data ou que le SCARE récupère l'ensemble de la data collectée.

Un test sera réalisé avec les premiers volontaires, une dizaine de salles, il faut déterminer sa durée.

7. Education à l'image – Dispositifs

Jean-Marie Virginie va assister à un comité de réflexion sur écoles et cinéma au CNC avec Passeurs d'images et les coordinateurs des dispositifs nationaux pour clarifier les actions de Passeurs d'images.

Une plateforme d'éducation nationale va être lancée avec 31 films dans *éducation à l'image*.

Cela soulève des inquiétudes : sera-t-elle à destination de l'équipe pédagogique ou des élèves. Si celle-ci est accessible aux élèves, cela ressemble à un ciné-club, à un autre Netflix.

Le CA se pose la question de l'accès des circuits aux dispositifs scolaires.

La charte écoles et cinéma exclue les circuits mais dans Collège et Lycées au cinéma, certains circuits participent, la libre concurrence s'exerce.

Le problème se pose dans certaines villes où n'est implanté qu'un circuit. Elles ne pourront pas bénéficier du dispositif si une mesure d'exclusion des circuits était mise en place.

8. Questions diverses

Jean-Marie Virginie annonce l'organisation de la deuxième édition du salon professionnel qu'il avait organisé, fin janvier. Il a rassemblé 150 personnes aux journées professionnelles dont des exploitants. Il propose au SCARE d'intervenir.